

Commune de SAINT-ESTÈPHE

**Le Bourg
24360 SAINT-ESTÈPHE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

**Lot unique :
Voiries & Réseaux Divers et Espaces Verts**

**Objet du marché de travaux :
Création d'une liaison piétonne
Entre le bourg et le parking du Roc Branlant**

SOMMAIRE

| | | |
|-------|--|----|
| 1. | DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT | 4 |
| 1.1 | Objet de la consultation | 4 |
| 1.2 | Etendue de la consultation..... | 4 |
| 1.3 | Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.4 | Engagement d'insertion | 4 |
| 1.5 | Contrôle de l'action d'insertion..... | 4 |
| 2. | PIECES CONTRACTUELLES | 4 |
| 3. | INTERVENANTS..... | 5 |
| 3.1. | Identification du pouvoir adjudicateur..... | 5 |
| 3.2. | Le maître d'œuvre | 5 |
| 3.3. | Sécurité et protection de la santé des travailleurs..... | 5 |
| 3.4. | Cotraitance | 5 |
| 3.5. | Sous-traitance | 5 |
| 4. | CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ | 7 |
| 5. | PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL..... | 7 |
| 5.1. | Description du traitement de données à caractère personnel | 7 |
| 5.2. | Obligations du titulaire | 7 |
| 6. | DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION..... | 8 |
| 6.1. | Délai de préparation – délai d'exécution | 8 |
| 6.2. | Prolongation des délais | 8 |
| 7. | PRIX..... | 9 |
| 7.1. | Caractéristiques des prix pratiqués..... | 9 |
| 7.2. | Modalité de variation des prix | 9 |
| 8. | GARANTIE FINANCIÈRES | 9 |
| 9. | AVANCES | 10 |
| 10. | MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES..... | 10 |
| 10.1. | Décomptes et acomptes mensuels | 10 |
| 10.2. | Présentation des demandes de paiement | 12 |
| 10.3. | Délai global de paiement..... | 12 |
| 11. | ORGANISATION, HYGIENE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER, | 13 |
| 11.1. | Implantation des ouvrages | 13 |
| 11.2. | Préparation et coordination des travaux | 13 |
| 11.3. | Installation et organisation du chantier | 13 |
| 11.4. | Utilisation des voies publiques | 14 |
| 11.5. | Autorisations administratives..... | 14 |
| 11.6. | Contrôle | 14 |
| 11.7. | Réunion de chantier | 14 |
| 11.8. | Réparation des dommages | 14 |
| 12. | RÉCEPTIONS-GARANTIES | 15 |

| | | |
|-------|---|----|
| 12.1. | Dispositions particulières à l'achèvement du chantier | 15 |
| 12.2. | Réceptions | 15 |
| 13. | PÉNALITÉS | 16 |
| 13.1. | Pénalités pour retard dans l'exécution..... | 16 |
| 13.2. | Pénalités pour travail dissimulé | 16 |
| 13.3. | Retenues pour remise des documents | 16 |
| 13.4. | Absence au rendez-vous de chantier | 17 |
| 13.5. | Infractions aux prescriptions de chantier | 17 |
| 13.6. | Autres pénalités spécifiques..... | 18 |
| 14. | Assurances | 18 |
| 15. | RÉSILIATION DU CONTRAT..... | 18 |
| 15.1. | Conditions de résiliation | 18 |
| 15.2. | Redressement ou liquidation judiciaire | 19 |
| 16. | REGLEMENT DES LITIGES ET DES LANGUES | 19 |
| 17. | CLAUSES COMPLÉMENTAIRES..... | 19 |
| 18. | DÉROGATIONS..... | 20 |

1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

**Création d'une liaison piétonne
Entre le bourg et le parking du Roc Branlant**

Lot unique : Voiries & Réseaux Divers et Espaces Verts

Lieu d'exécution : COMMUNE DE SAINT-ESTÈPHE

1.2 Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions du Code de la Commande Publique en vigueur depuis le 1er avril 2019. Il est précisé que la collectivité se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats arrivés en tête du classement à l'issue de l'analyse des offres, pour chacun des lots. Toutefois, l'acheteur s'autorise à attribuer le marché sur la base des offres initiales.

1.3 Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en lot unique désigné ci-dessous :

| Lot | Désignation |
|------------|---|
| Unique | Voirie, Réseaux Divers et Espaces Verts |

Le présent marché est un marché de travaux comprenant une tranche ferme.

1.4 Engagement d'insertion

Sans objet

1.5 Contrôle de l'action d'insertion

Sans objet

2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix (BPU)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3. INTERVENANTS

3.1. Identification du pouvoir adjudicateur

Nom de l'organisme acheteur : COMMUNE DE SAINT-ESTÈPHE

Correspondant de l'organisme acheteur - personne habilitée à signer le marché :

Monsieur Le Maire : Éric FORGENEUF

Adresse : Mairie – 94 place de l'Ancien Presbytère – 24 360 SAINT-ESTÈPHE

3.2. Le maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe de maîtrise d'œuvre composée de :

- **L'AGENCE B. JARDINS ET PAYSAGES, mandataire**, représentée par
Madame BACQUET Bélinda – 111 rue de Paris – 16000 ANGOULEME,
- **IPA VRD co-traitant**, représenté par Monsieur PATRIER Fabien,
2 lieu-dit Beaumartin - 86320 SILLARS

3.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

3.4. Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres entrepreneurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, à laquelle ces obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis de l'acheteur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en 2ème position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire.

3.5. Sous-traitance

- Présentation d'un sous-traitant direct (rang 1) :

Le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part que l'acheteur l'ait accepté et ait agréé ses conditions

de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au maître d'œuvre, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un PPSPS conformément au code du travail. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1°) Dans le cas où la demande de sous-traitance est intervenue au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, la notification du contrat emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;

2°) Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, en cours d'exécution le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

La nature des prestations sous-traitées ;

Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;

Les attestations et déclarations permettant de vérifier la position des sous-traitants au regard des impôts, cotisations sociales et réglementation du travail.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie qu'il a contracté les polices d'assurances prévues à l'article "Assurances" du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties où figurent les mentions ci-dessus.

Dans le cas d'un contrat passé avec des entrepreneurs groupés, la signature de tous les entrepreneurs cocontractants peut être valablement remplacée par celle du mandataire et de l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du contrat dont il assure l'exécution, dans les conditions stipulées par le contrat ou l'acte spécial.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du contrat ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du contrat qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Dès l'acceptation du sous-traitant par l'acheteur, le titulaire remet au sous-traitant une copie de l'acte spécial et transmet le PPSPS de son ou de ses sous-traitants au maître d'œuvre.

Dès l'acceptation du sous-traitant, le titulaire fait connaître à l'acheteur et au maître d'œuvre le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux.

En cours d'exécution du contrat, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications concernant les sous-traitants. Le titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du contrat.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application d'une résiliation de plein droit aux torts à ses torts.

Il en est de même si le titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande. Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il s'expose à l'application d'une résiliation de plein droit à ses torts.

- **Présentation sous-traitant indirect (rang 2) :**

Le sous-traitant qui désire sous-traiter est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants. Il doit donc faire accepter son sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement par l'acheteur.

Afin de garantir le paiement par ses soins des sommes dues à son sous-traitant, il devra fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement. Une copie de la caution devra être transmise à l'acheteur avec une preuve de la transmission de la caution au sous-traitant.

Aucune délégation de paiement ne sera acceptée.

4. CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- Travaux. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, pendant toute la durée du marché tel que définie dans le présent CCAP.

5.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,

- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Au terme du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel dont il a eu connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations.

6. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1. Délai de préparation – délai d'exécution

Pour ce chantier, le délai :

- de préparation sera de 30 jours calendaires à réception de la notification du marché. à compter de l'émission de l'ordre de service correspondant
- d'exécution sera de : 4 mois à compter de l'émission de l'ordre de service correspondant.

(hors période de préparation) pour un démarrage souhaité septembre 2024 dès émission de l'ordre de service correspondant.

Ces informations sont données à titre indicatif. Seuls les ordres de services acteront les délais du chantier. L'exécution du marché débutera à compter de la date fixée par ordre de service.

6.2. Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 18.2.3 alinéas 1 et 2 du CCAG-Travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le Maître d'Œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

Le nombre de journées d'intempéries prévisibles est porté à 5 jours ouvrables, pour la durée totale du marché.

7. PRIX

7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application de prix forfaitaires et unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

S'agissant des prix unitaires, ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées, constatées contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire (cf. article 12 du CCAG travaux) dans les conditions du 1.9-1 du présent document, relatif au détail estimatif..

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

7.2. Modalité de variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

L'actualisation des prix se fera conformément à l'article 9 du CCAG travaux 2021.

Pour le lot unique, l'indice de référence est le TP08.

L'actualisation sera réalisée en fin de marché, par l'application de la formule suivante :

Prix actualisé = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indices de la date de fixation du prix dans l'offre)

8. GARANTIE FINANCIÈRES

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après accord écrit du maître d'ouvrage, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R 2191-42 du code de la commande publique

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9. AVANCES

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable. Elle est versée pour chaque tranche dont le montant est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la tranche si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification ou d'affermissement de la tranche.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la tranche, si le délai d'exécution de la tranche n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant de la tranche divisé par la durée de la tranche exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

10. MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES

10.1. Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG- Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement entre le 25 et la fin du mois en cours.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, l'acheteur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Ces projets de décomptes numérotés chronologiquement sont cumulatifs. Le montant du certificat de paiement correspondant sera donc égal à la différence entre deux documents successifs.

Le projet de décompte comprend en tant que de besoin :

- les travaux de l'Entreprise,
- les travaux en régie,
- les approvisionnements (constitués et non encore utilisés),
- les intérêts moratoires.

En distinguant les éléments passibles de la TVA.

Les projets de facturation seront envoyés en amont du dépôt sur chorus, par mail à l'AGENCE B. JARDINS ET PAYSAGES, mandataire et en copie à IPA VRD, co-traitant pour validation.

10.1.1. Approvisionnements

Les délais d'approvisionnement de l'entreprise mentionnés lors de la réponse de à l'appel d'offre deviendront contractuels.

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG Travaux, il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous- traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord de l'acheteur, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par le titulaire ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché. Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

10.1.2. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG- Travaux.

10.1.3. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10.1.4. Augmentation ou diminution des travaux

La masse initiale des travaux est celle du marché initial complété par le ou les avenants éventuels. En cas d'augmentation ou de diminution, le CCAG est appliqué (articles 14 et 15 du CCAG).

10.1.5. Règlements des travaux non prévus

Le coût de ces travaux sera établi :

- par utilisation des prix forfaitaire de la décomposition des prix indexé au marché,
- à défaut de prix inclus au marché initial, par des prix provisoires arrêtés par le Maître d'œuvre après consultation de l'Entrepreneur. Après accord de l'acheteur, ces prix sont incorporés dans un état supplémentaire de prix forfaitaires.

10.1.6 Travaux en régie

Sans objet.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

10.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

10.3.1. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

10.3.2. Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-42 du Code de la commande publique. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après accord écrit du maître d'ouvrage, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R 2191-42 du code de la commande publique

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

11. ORGANISATION, HYGIENE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER,

11.1. Implantation des ouvrages

Le piquetage et l'implantation sont à la charge du titulaire du lot.

11.2. Préparation et coordination des travaux

11.2.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jour calendaire à réception de la notification du marché. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution (planning) accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification du marché.

11.2.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Sans objet.

11.3. Installation et organisation du chantier

11.3.1. Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges

relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.3.2. Signalisation

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, et les déviations d'itinéraires, sont réalisées par l'Entrepreneur, sous le contrôle du service compétent. Toutes ces mesures sont à la charge de l'Entrepreneur. La responsabilité du Maître d'Ouvrage, en cas d'accident de la circulation imputable à un mauvais entretien des chemins et des ouvrages pendant les travaux ou pendant le délai de garantie, ne peut être engagé. L'Entrepreneur doit seul assurer cette responsabilité, même si le défaut d'entretien ne lui a pas été signalé. Il sera responsable de toutes les conséquences que pourra entraîner l'exécution des travaux, et notamment des dommages ou accidents pouvant résulter des travaux, ou du dépôt des matériaux.

11.4. Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

11.5. Autorisations administratives

La recherche et l'obtention de la permission de voirie (domaine public) ou des autorisations de passage (terrains privés) sont à la charge de l'acheteur.

11.6. Contrôle

L'entrepreneur réalise au fur et à mesure de l'avancement du chantier des essais au titre de l'autocontrôle. Le prix de ces essais est inclus dans le prix de fourniture et de pose des équipements. Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôle en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par application du bordereau des prix unitaires du marché et, à défaut, selon les dispositions réglementaires en vigueur au jour de leur règlement
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'Ouvrage.
- Les essais de pression ainsi que la désinfection et l'analyse bactériologique des canalisations d'eau potable seront réalisés par l'entrepreneur et donneront lieu à rémunération au bordereau des prix unitaires.

11.7. Réunion de chantier

Des réunions de chantier auront lieu, regroupant Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Conducteur d'Opération, concessionnaires des services public, entrepreneurs et industriels. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu, récapitulant l'ensemble des points abordés lors de la réunion.

11.8. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens de l'acheteur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service. Les dommages de toute nature, causés par le représentant de l'acheteur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de celui-ci.

12. RÉCEPTIONS-GARANTIES

12.1. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1.1. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.1.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

12.1.3. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

12.2. Réceptions

12.2.1. Opérations préalables à la réception

Le titulaire avise l'acheteur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Les opérations préalables à la réception ne pourront avoir lieu qu'après remise par l'Entrepreneur des documents des ouvrages exécutés, définis dans le CCTP.

12.2.2. Modalités de la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Cas des travaux non exécutés :

La personne responsable du marché peut prononcer la réception, sous réserve que l'Entrepreneur s'engage à réaliser les travaux dans un délai inférieur à 1 mois.

Cas des travaux non conformes :

La réception est prononcée :

- sous réserve de la réfection des ouvrages : la personne responsable du marché fixe alors un délai pour que l'Entrepreneur puisse remédier aux défauts et aux malfaçons constatées. Passé ce délai, la personne responsable peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.
- ou sans réserve, si la personne responsable du marché renonce à ordonner la réfection des ouvrages, et si l'Entrepreneur accepte une éventuelle réfaction sur les prix.

12.2.3. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier l'acheteur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

12.2.4. Garantie de parfait achèvement

Les travaux de VRD feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG- Travaux.

Pour les travaux de plantation, une garantie de 2 ans est attendue. Les modalités sont décrites dans le CCTP (parachèvement et confortement).

13. PÉNALITÉS

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.1. Pénalités pour retard dans l'exécution

Faute par l'Entrepreneur d'avoir terminé les travaux dans les délais prévus, il pourra lui être appliqué une pénalité de : 1/100ème (un centième) du montant hors taxes de l'ensemble du marché (marché initial éventuellement modifié par avenant) ou de la tranche concernée, par jour de retard calendaire. Le montant du marché est entendu Hors Taxes (HT).

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 19.2 du CCAG Travaux sauf dérogations exprimées.

Le montant total des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants, conformément aux indications données par le mandataire.

13.2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3. Retenues pour remise des documents

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur et définis à l'article 12.1.2 du présent CCAP, conformément à l'article 40 du

CCAG Travaux, une retenue forfaitaire provisoire de 2 000 € sera opérée.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG Travaux et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents.

Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 20.5, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, l'acheteur pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la réception, si ces documents et plans ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive.

13.4. Absence au rendez-vous de chantier

La présence de l'entrepreneur convoqué au rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence entraîne sa responsabilité et une pénalité de 250 € par absence qui aura un caractère définitif. Mention du fait est portée au compte- rendu de réunion de chantier.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

13.5. Infractions aux prescriptions de chantier

Toute infraction constatée aux prescriptions de chantier (hygiène et sécurité, signalisation, dépôts de matériaux, nettoyage du chantier, ...) entraînera l'application de pénalités d'un montant de 500 € à la première injonction retenue puis de 1000 € en cas de deuxième injonction.

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-avant avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 100 €
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 100 €
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse,...) : 100 €
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 100 €
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 100 €
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : 200 €
- g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 200 €
- h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 200 €
- i) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins : 100 €

Ces retenues seront opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur. Elles seront déduites des situations mensuelles.

13.6. Autres pénalités spécifiques

13.6.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

13.6.2. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés au présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 500,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux.

13.6.3. Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 200 € par jour d'infraction.

13.6.4. Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisée, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire brut.

En cas de défaut caractérisé d'information : pénalité de 150 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

14. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

15. RÉSILIATION DU CONTRAT

15.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne

percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143- 6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16. REGLEMENT DES LITIGES ET DES LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif doit relèver l'acheteur public est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17. CLAUSES COMPLÉMENTAIRES

Clause de réexamen :

L'acheteur pourra demander des adaptations au projet non connues à l'avance en cas de modifications relatives aux prestations objet du marché, que ces modifications soient d'origine légales, réglementaires ou locales (règles locales d'urbanisme ou de construction).

Les candidats sont informés que les prestations à mettre en œuvre pourront varier, ainsi que par voie de conséquence, le marché afférent.

18. DÉROGATIONS

| Articles du CCAP dans lesquels nous avons dérogé | Articles dérogés du CCAG Travaux |
|--|---|
| Art 2 Art 6.2 Art 11.4 Art 13.3 Art 13.6 | Art 4.1 Art 18.2.3 Art 34.1 Art 20.5 Art 52.1 |